

## Sylvie Goulard citée dans « Le Monde »

Article paru dans l'édition du 8 juin 2008

Sarkozy-Merkel, la danse des crocodiles

LE MONDE | 07.06.08 | 13h55

Mis à jour le 08.06.08 | 20h50

Derrière les sourires, la méfiance et surtout une sourde rivalité pour prendre le leadership en Europe. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, qui se retrouvent lundi 9 juin à Straubing en Bavière pour le conseil des ministres franco-allemand, vont multiplier les déclarations de bonne entente, à la veille de la présidence française de l'Union européenne, qui commence le 1er juillet. Le président a fait un petit geste pour la chancelière allemande : la réunion, qui aurait dû se tenir en France, a lieu près de Munich, pour donner un coup de pouce aux alliés bavarois de Mme Merkel, qui vont connaître des élections régionales délicates en septembre.

Mais sur le plan personnel, rien n'y fait. Malgré les efforts répétés des deux côtés, le courant ne passe pas. Avec son époux, Angela Merkel a imaginé de convier récemment le couple Sarkozy-Bruni à passer un week-end à Meseberg, au nord de Berlin. Le président français a développé des trésors de diplomatie pour décliner l'invitation. Le 1er mai, c'est Nicolas Sarkozy qui avait été maladroit en prononçant l'éloge de la chancelière, qui recevait le prix Charlemagne pour avoir négocié avec succès le traité européen de Lisbonne. Le compliment improvisé, avec des erreurs - la chancelière n'est pas née en RDA et son époux ne s'appelle pas Merkel -, sonnait faux aux oreilles de la chancelière. « Ce qu'il a fait à Aix-la-Chapelle était chaleureux, mais un peu exagéré », commente-t-on à Berlin.

« La chaleur viendra après », commente le secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jean-Pierre Jouyet, « Merkel et Sarkozy sont des réalistes, ils savent qu'ils ont besoin l'un de l'autre ». Faute de s'aimer, ils se parlent. Franchement. Et seuls. Les deux dirigeants ont donc exclu de leurs entretiens leurs ministres des affaires étrangères de gauche, Bernard Kouchner et Frank-Walter Steinmeier. Angela Merkel ne souhaitait plus la présence de son ministre, qui sera peut-être son adversaire social-démocrate lors des élections de 2009, tandis que Nicolas Sarkozy ne voulait pas gérer les affres de la cohabitation allemande.

A Hanovre, le 3 mars, un tête-à-tête improvisé en marge du Salon mondial des nouvelles technologies a permis d'éviter une crise grave sur l'Union pour la Méditerranée et de « tout mettre sur la table », selon M. Jouyet. Les discussions de Straubing devraient permettre d'avancer des principes communs sur la lutte contre le réchauffement climatique, qui constituera le sujet fort de la présidence française de l'Union européenne, et de régler, espère-t-on, les divergences sur la contribution que doit y apporter l'industrie automobile.

Les diplomates ont ainsi beau jeu de citer les dossiers dénoués en un an : la crise institutionnelle en Europe, la gouvernance d'EADS, l'Union pour la Méditerranée. « A l'exception de Giscard et Schmidt, qui avaient développé une vraie amitié, Sarkozy et Merkel retrouvent la relation classique des autres couples franco-allemands, qui ont fonctionné de façon orageuse et féconde », estime l'eurodéputé (UMP) Alain Lamassoure.

On évite donc les clashes, car « les grands crocodiles se regardent, ils ne se mangent pas entre eux », entend-on à Berlin. N'empêche, Mme Merkel et M. Sarkozy se jaugent, s'épient. L'Allemande n'arrive pas à cerner son homologue français. Elle lui était reconnaissante de l'avoir reçue en grande pompe à l'UMP à Paris, avant son élection en 2005, alors que Jacques Chirac, trop lié à son compère social-démocrate Gerhard Schröder, faisait profil bas.

Au soir de son entrée à l'Élysée, le 6 mai 2007, M. Sarkozy l'honore d'une visite à Berlin. Mais au lieu de venir avec les germanophiles Michel Barnier et Alain Lamassoure, qui ont négocié en coulisse le traité européen simplifié, il arrive flanqué de son sherpa Jean-David Levitte, qui connaît mal l'Europe, et de son conseiller spécial, le souverainiste Henri Guaino. « Les Allemands ont tout de suite repéré sur leurs écrans radars l'antieuropéen Guaino », raconte M. Lamassoure. Ils resteront déroutés par l'influence de ce conseiller, artisan du projet contesté d'Union pour la Méditerranée. D'autant qu'« il n'y

a pas une seule personne à l'Elysée qui connaisse l'Allemagne », accuse Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen France. Du coup, à Berlin, chaque initiative de l'impétueux président suscite un réflexe de méfiance.

Nicolas Sarkozy, lui, a longtemps estimé qu'Angela Merkel faisait double jeu, le soutenant en face mais lui tirant dans le dos. Il se méfie de cette femme au sourire d'enfant, qui fut longtemps surnommée « la gamine » par le chancelier Kohl, mais qui a, entend-on à l'Elysée, « tué tous ses barons » : son mentor Helmut Kohl lui-même, le dauphin de ce dernier, Wolfgang Schäuble ; puis les quadras prometteurs qui ressemblaient tant à Nicolas Sarkozy : le libéral Friedrich Merz et le droitier Roland Koch.

Très populaire en Allemagne mais aussi en Europe, Angela Merkel, suspecte-t-on à l'Elysée, serait « jalouse » de son pouvoir. « Il y a un an, Chirac et Blair étaient en fin de règne. Elle était la reine du monde, comme l'a écrit le Spiegel », commente-t-on. « Après le non au référendum, le couple franco-allemand a été totalement déséquilibré au profit de l'Allemagne. Les Allemands ont profité de la situation », estime l'ex-commissaire européen Michel Barnier, ministre de l'agriculture.

Nicolas Sarkozy rêve d'imposer une Europe française face à l'Europe allemande. Les deux dirigeants se livrent à une guerre d'influence. Paris cherche à prendre en tenaille Berlin. Rompant avec l'ère Chirac, M. Sarkozy multiplie les partenariats avec les pays de l'élargissement, veut les aider à développer le nucléaire. Il vante une Europe proche des citoyens, où le politique doit primer sur les règles, s'attirant ainsi les bonnes grâces du président du conseil italien, Silvio Berlusconi.

« On n'a pas le droit de dire aux Européens : on ne peut rien, on ne veut rien », a déclaré à Rome M. Sarkozy, qui bouscule ses partenaires : sur l'euro, le pétrole cher, la concurrence, la préférence communautaire. Angela Merkel, elle, ne veut pas de vagues avant les élections, en septembre 2009. Forte de l'assise économique et institutionnelle de l'Allemagne au coeur de l'Europe, elle ne veut pas de révolution.

La chancelière est contre l'idée de Nicolas Sarkozy de nommer, en décembre, une personnalité de gauche forte, comme l'ancien premier ministre britannique Tony Blair ou l'ancien président du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, à la présidence du Conseil européen, en escomptant que le nouvel élu s'appuierait sur les grandes puissances.

Angela Merkel est réticente face à cette innovation voulue par Jacques Chirac, qui vise à renforcer le Conseil européen et, craint-elle, le pouvoir d'influence de la France. Elle privilégie une personnalité moins flamboyante et surtout membre du Parti populaire européen (PPE). Car l'enjeu, décisif pour Berlin, est d'avoir le soutien du Parlement européen, dominé par le PPE, qui est en passe de devenir la clé de voûte du système institutionnel européen : « Merkel a compris que si elle veut être en position de force dans les moments cruciaux, il faut qu'elle ait sa majorité au Parlement européen », estime l'eurodéputé Vert Daniel Cohn-Bendit. Quand Nicolas Sarkozy veut « faire de la politique », Angela Merkel parie sur les rapports de forces institutionnels.

Henri de Bresson et Arnaud Leparmentier  
Article paru dans l'édition du 08.06.08